

L'éducation, envahie par le développement durable?

« *Le développement durable n'a pas l'envergure éthique pour devenir un projet de société, ni par conséquent, un projet éducatif* ». Lucie Sauvé donne le ton. Cette spécialiste en éducation relative à l'environnement et chercheure à l'Université du Québec à Montréal plaide plutôt pour le développement d'une écocitoyenneté consciente, critique et engagée.



20 ans après le Sommet de Rio, quel bilan dressez-vous en matière d'éducation?

À travers les initiatives courageuses de ses acteurs (enseignants, formateurs, animateurs et autres éducateurs), le champ de l'éducation relative à l'environnement n'a jamais cessé de se développer, de se structurer. La demande sociale à cet effet grandit au rythme de l'accélération croissante des problèmes socio-écologiques qui s'aggravent, qui persistent ou qui émergent. Mais les efforts investis ne suffisent pas en raison de l'absence de politiques publiques adéquates, tant à l'échelle nationale qu'à l'international. L'éducation relative à l'environnement reste en marge des systèmes éducatifs. Dans les milieux non formels, elle est portée par des organisations sous-financées. Elle demeure tributaire bien souvent de l'initiative de gens convaincus, en surcharge ou en situation précaire dans leur milieu d'intervention. La perspective du développement durable mise de l'avant lors de la Conférence de Rio n'a pas amélioré la situation, mais ajouté de la confusion (politique et pédagogique) et imposé une distorsion des objectifs de l'éducation, dont ceux de l'éducation relative à l'environnement.

Vous parlez « d'invasion du développement durable en territoire éducatif ». Pouvez-vous expliciter?

La proposition de « développement durable » implique une vision du monde en trois sphères : l'économie y est présentée comme une entité désocialisée, une réalité exogène, qui en impose aux rapports entre société et environnement ; l'environnement y est restreint à un ensemble de ressources pour le développement ; la société dans un tel contexte est réduite à sa fonction de production et de consommation. Le développement durable est un produit et un moteur de la mondialisation, véhiculant une certaine vision du rapport à l'environnement, qui cherche à s'introduire à travers le prisme des différentes cultures. Une telle proposition pragmatique était (et reste) destinée au monde de l'entreprise et de la gestion des affaires publiques, où il importe de trouver les arguments favorisant l'introduction de préoccupations environnementales et sociales. À cet effet, elle est sans doute appropriée puisque dans ce contexte, la dimension économique du monde est centrale. Mais le développement durable n'a certes pas l'envergure éthique pour devenir un projet de société, ni par conséquent, un projet éducatif. L'imposition du développement durable en éducation, c'est l'invasion d'une vision du monde réductrice qui entrave le développement d'une pensée critique et la possibilité d'entrevoir d'autres formes de rapport au monde.

Vous déplorez que l'éducation au développement durable ait été imposée d'autorité, au service d'un programme politico-économique mondial. Toute forme d'écocitoyenneté devrait donc émaner de la société civile?

En cette époque où s'impose une oligarchie mondiale qui réduit les pouvoirs des états, on se rend compte que désormais, seule la société civile peut lancer l'alerte, entraver des projets insensés et revendiquer l'alternative. La montée des mouvements sociaux d'indignation et de résistance témoigne de cette dynamique. Il importe de promouvoir une éducation à l'écocitoyenneté, soit une éducation à la démocratie participative, à l'engagement, à l'innovation écosociale. Il s'agit de contribuer à stimuler l'apprentissage collectif, l'émergence d'une intelligence citoyenne, le développement de compétences multiples, dont des compétences d'ordre politique, afin de renforcer un contre-pouvoir devenu désormais nécessaire sur l'échiquier des nouvelles formes de gouvernance.

L'éducation à l'environnement et l'éducation au développement durable sont-elles à ce point incompatibles? Ne s'agit-il pas d'une « bataille de définitions »?

Les mots sont des moules à penser, il ne faut pas s'y méprendre. Il importe de bien analyser le sens des prescriptions éducatives qui nous parviennent de haut en bas. Les éducateurs n'ont souvent d'autre choix que de suivre la vague qui porte les programmes d'enseignement ou de subvention. Les mots ambiants et les idéologies occultes qu'ils soutiennent sont puissants. L'important, c'est de garder le cap sur la mission première de l'éducation, de ne jamais perdre de vue la nécessité de porter un regard critique sur le sens de l'action éducative dont l'une des missions fondamentales est de contribuer au développement d'une citoyenneté consciente, éclairée, critique, engagée et créative en ce qui a trait au respect et à la promotion du « bien commun ».

Propos recueillis par Céline TERET

Pour approfondir la réflexion, lisez l'article « La prescription du développement durable en éducation : la troublante histoire d'une invasion barbare » de Lucie Sauvé, dans *Éducation, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique* (dir. B. Bader et L. Sauvé, éd. Presse de l'Université Laval, coll. L'espace public, 2011)

